Le Conseil,

Vu le rapport du 5 mai 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La loi n° 26-369 en date du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours a posé les bases d'une nouvelle organisation des services publics en matière d'incendie et de secours.

En application de ces dispositions législatives, la Communauté urbaine a transféré au service départemental d'incendie et de secours (SDIS), au 1er janvier 1999, l'ensemble de ses compétences en la matière et la totalité des personnels de sa direction incendie et secours.

La direction financière de ce service a assuré les opérations de mandatement des dépenses et l'ordonnancement des recettes jusqu'à la clôture de l'exercice comptable 1998, c'est-à-dire fin janvier 1999.

Cependant, un certain nombre de travaux, de prestations ou de fournitures engagés en 1998 par ce service communautaire, n'ont pas fait l'objet de facturation avant la date de clôture de l'exercice 1998 et n'ont pu ainsi être pris en charge directement par la Communauté urbaine.

La charge financière de ces factures, dont le service fait a été réalisé jusqu'au 31 décembre 1998, est à supporter par la Communauté urbaine qui affectera à cet effet une dotation financière spécifique qu'elle versera au SDIS.

Après rapprochement entre les services financiers des deux établissements, une somme de l'ordre de 4,13 MF est nécessaire pour couvrir ces dépenses. Son montant définitif sera arrêté après l'établissement d'un état détaillé des factures dûment visé par le comptable public du SDIS.

Des acomptes pourront être versés par la Communauté urbaine au fur et à mesure de la réception des factures par le SDIS ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu la loi n° 26-369 en date du 3 mai 1996 ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Décide d'affecter au service départemental d'incendie une dotation financière spécifique estimée à 4,13 MF.

2° - La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits à ouvrir au budget supplémentaire du budget principal de la Communauté urbaine - exercice 1999 - compte 657 730 - fonction 113 et provenant des crédits engagés et non liquidés en 1998 par la direction incendie et secours de la Communauté urbaine.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,

pour le président,